

La Presse

I . La Presse. 1836-11-06.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

DEMANCHE, 6 NOVEMBRE.

ANNONCES : 1 fr. 50 c. la ligne
On les reçoit
aux bureaux du Journal,
et RUE DE LA JUSSE, 11

LA PRESSE

ANNÉE 1836. — N° 417.

Les Abonnements datent
des 1 et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

ÉTRANGER.

RUSSIE.

Les nouvelles alarmantes sur la santé de l'empereur Nicolas se trouvent complètement démenties par l'extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* du 22 octobre :

« Les habitants de cette capitale viennent enfin de revoir leur souverain chéri, pour la santé duquel leur amour filial avait adressé de si ferventes prières au Tout-Puissant, protecteur des trônes et des rois.

« S. M. l'empereur est arrivé avant-hier de Tsarskoï-Sélo, et a assisté à la parade, entouré de ses fidèles et braves soldats, dont les bruyantes acclamations manifestaient avec enthousiasme les sentiments d'amour et de dévouement.

« Le soir, S. M. honora de sa présence le théâtre Alexandra, rempli d'une foule immense de spectateurs, accourus pour contempler celui dont la conservation était l'objet des vœux les plus ardents de la Russie, encore émue des alarmes que lui a inspirées la santé de son père adoré et de son bienfaiteur. »

TURQUIE.

CONSTANTINOPLE, 12 octobre. — Le vice-amiral Roussin, ambassadeur de France, après avoir fait ses visites d'adieu, s'est embarqué le 8 de ce mois avec toute sa famille, à bord de la frégate *l'Hermine*, pour se rendre en France.

Pendant son absence, le marquis d'Eyragues, premier secrétaire d'ambassade, restera en qualité de chargé d'affaires accrédité auprès de la Porte.

FRANCE.

PARIS, 5 NOVEMBRE 1836.

EN QUOI CONSISTENT LES INTÉRÊTS MORAUX DE LA SOCIÉTÉ.

Deuxième article (1).

Rien de plus facile que d'écrire quelques phrases banales sur cette question ; rien de plus difficile que de l'approfondir, surtout dans les étroites limites d'un article de journal. Essayons pourtant. La matière en vaut la peine ; elle est neuve pour la presse périodique, intéressante pour les gens de bien, et digne de l'attention du pays.

Nous demandons : En quoi consistent les intérêts moraux de la société ? où commencent-ils ? où finissent-ils ? Quel est à cet égard l'état actuel de la France ?

Observons d'abord qu'il est impossible de tracer une ligne précise et rigoureuse de démarcation entre les intérêts moraux et les intérêts matériels. Ces deux espèces d'intérêts sont unies par des liens aussi intimes que l'âme et le corps dans l'être humain ; elles tiennent essentiellement l'une à l'autre, et réagissent constamment l'une sur l'autre. Il y a même beaucoup d'institutions qui les favorisent et les développent d'une manière à peu près égale. Prenons pour exemple les caisses d'épargne. On y trouve premièrement un intérêt matériel : les moyens d'existence des classes laborieuses assurés contre la maladie ou le manque de travail ; mais ces établissements ne répondent-ils pas aussi à l'un des besoins moraux de la société, en introduisant des habitudes d'économie et de prévoyance dans les rangs inférieurs de la population ? Voyez encore l'institution des Enfants-Trouvés ; elle renferme tout à la fois un élément matériel qui peut se réduire en colonnes de chiffres dans les budgets départementaux, et un élément moral qui exerce une action puissante sur les mœurs publiques et privées.

On ne doit donc pas se représenter les intérêts moraux et les intérêts matériels du pays comme deux mondes à part, comme deux sphères qui se meuvent chacune dans son orbite, sans pouvoir jamais se rapprocher. On tombe ici dans l'erreur, parce qu'on n'examine la vérité que sous une seule de ses faces ; car toute erreur humaine, à y regarder de près, n'est pas autre chose qu'une vue incomplète de la vérité.

Revenons à notre sujet. Le premier besoin moral d'un peuple est dans l'autorité des principes qui soutiennent l'ordre social. Partout, quelles que soient les formes politiques, il y a certains principes sans lesquels la société ne peut vivre, tels que le devoir d'obéir à la loi, de respecter les pouvoirs établis, de se soumettre à la chose jugée, de maintenir les droits de chaque citoyen. Quand les gouvernés ou les gouvernants ne s'acquittent de ces devoirs que sous l'empire d'une contrainte matérielle, l'ordre extérieur existe encore peut-être ; mais il y a au fond de la société un immense désordre moral. L'établissement politique ne peut s'asseoir sur des fondements solides qu'autant que les principes qui l'ont formé ont un autre point d'appui que la force brutale. Il faut qu'ils prennent racine dans la conscience même des peuples, qu'ils aient une autorité indépendante des vicissitudes de la fortune, et que les citoyens y soient fidèles, non par crainte, mais par le sentiment d'une étroite obligation.

Le deuxième besoin moral de la société, c'est l'habitude du dévouement à la chose publique. Tout s'achète et doit se payer dans ce monde : les productions de la terre par le travail, les fruits de la science par l'étude, et les bienfaits de l'état social par des sacrifices individuels. Ne penser qu'à soi, tout concentrer en soi, ce n'est plus être citoyen ; c'est vivre dans la société de la vie des hordes sauvages. Qu'on le sache bien, la prospérité nationale n'est possible qu'à la condition que chacun sacrifiera une partie de son temps, de son activité, de ses forces, de ses prétentions enfin, aux intérêts communs. L'égoïsme dissout les éléments dont se compose le bonheur général ; il déchire en lambeaux le corps politique, et souvent se blesse lui-même avec le glaive dont il frappe les autres ; car pour n'avoir voulu s'occuper que de son œuvre personnelle, il finit par être écrasé sous les ruines du pays. A vrai dire, le dévouement à la chose publique est encore de l'amour-propre bien entendu.

Un troisième besoin moral des sociétés humaines, c'est la bonne intelligence entre les diverses classes de la nation. Cette harmonie existe tout naturellement dans les contrées où règnent des lois antiques, des institutions séculaires, qui ont produit, en quelque sorte, des opinions et des mœurs faites à leur image. Mais lorsque les changements politiques sont récents, lorsqu'une grande révolution a renouvelé toutes les existences, il y a nécessairement une classe qui regrette le passé, une autre classe qui possède le présent, et quelquefois une troisième classe qui veut s'emparer de l'avenir. Il en résulte des chocs plus ou moins violents entre les prétentions rivales, et l'on voit les membres de la même société divisés en deux ou trois camps ennemis. C'est l'histoire de toutes les époques de transition. Or, il importe essentiellement au bien commun et à la vie même de l'état, que les différentes classes de citoyens se rapprochent les unes des autres, et voient pourquoi les révolutions durables sont toujours des transactions entre les anciennes idées et les nouvelles. Jamais on n'a reconstruit une société de fond en comble et d'un seul coup, quoiqu'en disent de pauvres déclamateurs qui ne réfléchissent pas que la bonne intelli-

gence entre les membres du corps politique, est une haute nécessité morale qu'on ne saurait méconnaître impunément.

Signalons encore, parmi les besoins moraux des peuples civilisés, la diminution des délits et des crimes. On ne peut pas sans doute en affranchir complètement les sociétés humaines ; ce serait une pure chimère de l'espérer ; car, aussi long-temps qu'il y aura des hommes paresseux ou misérables, des hommes dominés par d'implacables ressentiments ou esclaves de passions cupides, et il y aura toujours de tels hommes, on verra les lois enfreintes par un certain nombre d'individus. Mais sans prétendre à extirper entièrement le mal, il est possible d'en affaiblir graduellement l'intensité. C'est là une œuvre que l'on a trop négligée jusqu'à présent, et qui mérite de fixer de plus en plus l'attention de nos hommes d'état. Quand les crimes et les délits sont fréquents, la contagion de ces mauvais exemples se propage avec une effrayante rapidité, la confiance publique s'altère, l'industrie est menacée dans ses travaux, et l'ordre politique même est ébranlé. Le bien-être général exige donc que l'on combatte énergiquement ce fléau, et pour y réussir, il faut non seulement le réprimer, mais surtout le prévenir.

Enfin, c'est aussi un grave intérêt moral pour la société que le développement des vertus de famille et des bonnes mœurs individuelles. L'homme qui foule aux pieds ses devoirs domestiques ne remplira guère mieux ses devoirs politiques ; un mauvais père de famille est logiquement conduit à devenir un mauvais citoyen. De même l'homme immoral, qui se plonge dans la fange des passions, qui ne respecte rien de ce qui est respectable devant le tribunal de la conscience, n'aura jamais toutes les qualités propres à servir utilement son pays. On sépare quelquefois les mœurs individuelles des intérêts moraux de la nation, mais à tort. De quoi se compose une nation, sinon d'individus ? Et comment le tout serait-il moral, si les parties dont il est formé ne le sont pas ? Comment ferait-on une probité collective avec des vices individuels ? La moralité de chaque citoyen, gardons-nous de l'oublier, est une partie intégrante de la moralité publique.

Après avoir considéré quels sont les intérêts moraux de la société, on doit avouer avec regret que notre pays est encore peu avancé sous ce rapport. Nous nous bornerons à le constater ici en quelques mots. La France accorde beaucoup plus d'autorité aux faits qu'aux principes, ce qui est un double malheur. Le dévouement est rare parmi nous, et l'égoïsme se montre presque partout sans le moindre déguisement. Les différentes classes de citoyens semblent encore peu disposées à former une alliance cordiale et intime. Les tableaux de la justice criminelle nous apprennent, chaque année, que le nombre des coupables ne diminue pas. Enfin, les vertus domestiques et privées sont loin d'être florissantes ; on pourrait s'en convaincre, à défaut d'autres documents, par les registres des maisons d'Enfants-Trouvés.

Que faire donc pour donner aux intérêts moraux du pays une impulsion féconde et puissante ? Avant tout, rendre l'éducation de la jeunesse plus solide, c'est-à-dire plus morale, plus religieuse, et s'attacher à la culture de la conscience autant qu'à celle de l'esprit ; ensuite, établir de bonnes lois, des institutions philanthropiques, qui développent tous les instincts généreux et répriment les passions mauvaises ; propager enfin par tous les moyens possibles la connaissance du vrai et l'amour du bien. La religion, le gouvernement et la presse périodique doivent concourir à l'accomplissement de cette œuvre. Nous laisserons de côté la part de la religion qui est en dehors de notre domaine ; mais nous examinerons ce que peuvent faire le gouvernement et la presse pour répondre aux besoins moraux de la France.

Chronique politique.

Depuis quelques jours, on remarquait un mouvement extraordinaire dans le coin légitimiste de la Bourse, et l'on y escomptait déjà le bulletin de la prise de Bilbao ; mais quelque chose de beaucoup plus sérieux, de beaucoup plus grave que ces manifestations de confiance dans un succès dont il est encore permis de douter, ce sont les assurances d'une notable libération financière qui s'est attachée depuis quelques mois à la cause du prétendant, et qui annonçait la reconnaissance de don Carlos, comme roi d'Espagne, par le cabinet de Turin, aussitôt que le drapeau carliste flotterait sur les remparts de Bilbao. Avec quelque réserve qu'on doive accueillir les assertions du parti légitimiste, et bien que les événements aient appris au public à suspecter sa bonne foi et sa véracité, il y a toutefois certains faits qui sembleraient prouver qu'il avait quelque raison de compter sur une formelle initiative du gouvernement piémontais. Presque toutes les lettres de Turin parlent de menées et d'intrigues en faveur de don Carlos ; à Gênes il y avait une petite expédition prête pour Bilbao ; à Civita-Vecchia même le gouvernement pontifical aurait fermé les yeux sur les préparatifs d'une expédition de ce genre, et destinée pour le même port. Cette coïncidence atteste l'importance que les partisans de don Carlos attachent à la conquête de Bilbao, et doit appeler l'attention sur l'équivoque neutralité d'une puissance que les carlistes nomment assez publiquement leur auxiliaire.

Parmi les nouveaux pairs dont la promotion peu nombreuse aura lieu au commencement de l'année prochaine, on cite un poète-académicien qui avait été jusqu'ici insensible à toutes les offres, à toutes les propositions, et qu'une anguste méditation n'avait pu déterminer à venir s'asseoir sur les bancs de la pairie. Il paraît que les parents et les amis du poète sont intervenus pour vaincre ses modestes répugnances ; ils ont enfin triomphé de son éloignement pour la carrière politique, et il viendra augmenter le nombre des illustrations scientifiques et littéraires qui brillent au palais du Luxembourg. On ne saurait qu'applaudir à un tel choix, et au consentement de l'honorable académicien ; il est bien temps que les hommes de lettres prouvent que la littérature et les travaux de l'intelligence se concilient avec les occupations les plus graves, telles que celles du législateur : c'est un préjugé absurde dont il faut faire justice.

Le souvenir du rôle politique que M. Raynouard a joué dans la dernière période de l'ère impériale, la réputation littéraire de l'ex-secrétaire perpétuel de l'Académie française, doivent sans doute faire désirer vivement la publication d'un ouvrage important qu'il a laissé en mourant et dans lequel il a tracé l'histoire encore peu connue de l'opposition législative à la fin du règne de Napoléon. Des considérations de convenance et de modestie avaient empêché M. Raynouard de faire paraître cet ouvrage, dont quelques académiciens, ses amis intimes, ont pu lire différents chapitres ; ils s'accordent à dire que l'historien s'élève très haut dans ces pages remarquables. Cependant on craint que la famille de M. Raynouard se refuse à la publication de cette histoire, parce qu'elle contient des portraits de personnages encore vivants qui pourraient les trouver d'une vérité trop sévère.

Le choix du successeur de M. de Cheverus à l'archevêché de Bordeaux n'est pas encore fixé, bien qu'on ait désigné quelque part M. Blanquet-Bailleul comme appelé à ce poste important. Ce prélat, aujourd'hui évêque de Versailles, figure, il est vrai, sur la liste des candidats qui paraissent réunir le plus de chances ; et, ce qui a pu faire annoncer prématurément sa nomination à l'archevêché de Bordeaux, c'est qu'il est appuyé par la recommandation puissante de ses rapports directs avec le clergé

des Tuileries. Il est du petit nombre des prélats qui se sont franchement rattachés au nouveau gouvernement, malgré des souvenirs de famille. Mais on hésite encore, parce que, d'un autre côté, il y a eu des promesses faites à un autre prélat qui jouit également d'un grand crédit à la cour, et qui l'aurait sans doute emporté sur ses concurrents, si l'on n'avait craint de blesser la susceptibilité du saint-siège qui s'est toujours montré peu favorable à ce candidat. Si M. Blanquet-Bailleul est nommé définitivement à l'archevêché de Bordeaux, il est probable qu'il sera remplacé à Versailles par M. l'abbé Ollivier, actuellement curé de Saint-Roch à Paris.

Les conférences fréquentes qui ont lieu depuis quelques jours entre M. Molé et lord Granville, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, à Paris, témoignent de la reprise des négociations politiques qui avaient été un moment interrompues par suite de quelques malentendus sur le véritable sens des différentes clauses du traité de la quadruple-alliance. Le refroidissement qu'on avait remarqué dans les rapports des deux puissances, tenait au système de réserve adopté par le cabinet actuel, et aux mesures de prudence qui lui étaient conseillées par les événements. Toutefois, si le gouvernement espagnol paraît vouloir rentrer dans les voies de la modération, et si son langage et ses actes font pressentir un heureux changement qui doit lui rendre toutes les sympathies du gouvernement français, toute démonstration dans ce sens doit être subordonnée à la reconnaissance positive de certains faits récents, et à une réparation qu'on a droit d'attendre, dans le cas où le cabinet de Madrid aurait manqué d'égards envers le représentant de la France. Ces nouvelles dispositions du cabinet français promettent un appui plus efficace à la cause constitutionnelle d'Espagne, et doivent rassurer les intérêts que quelques moments d'incertitude avaient alarmés.

Quelques journaux ont prétendu que M. Sauzet, pendant son passage aux affaires, avait promis de rendre au saint-siège le tombeau de Clément VI, magnifique monument de l'architecture du quatorzième siècle, qui se trouve à Villeneuve-lez-Avignon. On allait plus loin, on disait que M. Sauzet avait offert à la cour de Rome de choisir à son gré parmi les divers objets d'art qui décoraient Avignon et le comtat Venaissin, et qui datent de la même époque, des années que les souverains pontifes passèrent sur les bords du Rhône.

D'abord, ces monuments ne dépendent point de l'état ; ils constituent des propriétés communales ; et le ministre de la justice et des cultes n'a pas même de surveillance à exercer à leur égard. Sous ce rapport, il y a donc impossibilité dans la transaction que l'on prête bénévolement à M. Sauzet.

D'un autre côté, la cour de Rome se soucie fort peu, dans l'état de pénurie où se trouvent ses finances, d'employer des sommes considérables à la translation d'un tombeau que le goût italien n'approuve que médiocrement. Cette dépense, d'après l'opinion des sujets du saint-siège, serait beaucoup mieux utilisée en fouilles et en recherches dans l'enceinte et aux environs de Rome.

Enfin, ces monuments ont pour le saint-siège une importance historique ; ils rappellent des titres de propriété que Pie VI et Pie VII n'ont pu faire valoir faute d'armée. Bien loin de vouloir priver Avignon et le comtat de leurs richesses architecturales, les papes portent toujours à ces contrées une affection spéciale : on ne dépouille pas ceux que l'on aime.

D'ailleurs, Villeneuve-lez-Avignon n'a jamais fait partie du domaine de l'Eglise, et le pape ne pouvait réclamer le tombeau de Clément VI au nom d'une souveraineté que n'ont pas exercée ses prédécesseurs.

Avignon, il y a deux ans, éleva quelques prétentions au sujet de cette tombe. On fit valoir des convenances historiques, on rappela que Clément VI avait, en 1343, acheté de Jeanne de Naples la ville et l'état d'Avignon ; mais Villeneuve défendit énergiquement ses droits. Le conseil général du Gard par une récente allocation de fonds votés en faveur de ce monument, s'est associé à la résistance de Villeneuve, dont les habitants auraient repoussé les desirs du saint-siège comme ceux des Avignonnais.

Le *Journal du Haut et Bas-Rhin*, qui paraît à Strasbourg, publie dans son numéro des 2 et 5 novembre, les détails suivants sur l'affaire du 30 octobre :

Ce qui prouve avec quel aveuglement et quelle inconcevable légèreté ont agi les partisans du prince Louis, c'est qu'ils n'ont songé ni à s'emparer des caisses de la recette générale, ni de la poste aux lettres, ni de la personne du procureur du roi. Sans doute ils ont craint de se priver du petit nombre de militaires qu'ils espéraient avoir réduits ; et, en effet, la troupe qui proclamait l'avènement du nouvel empereur, était trop faible pour en disperser les forces sans inconvénient. Cet oubli, vraiment étrange, a permis à M. Gérard, procureur du roi, de se rendre immédiatement à la caserne Finckmatt. Ce n'est pas sans peine qu'il a pu y pénétrer ; le tumulte était à son comble au moment où il arriva à la grille, et ce n'est qu'en requérant à diverses reprises l'ouverture des portes au nom du roi, qu'il parvint à pénétrer dans la cour. On venait d'arrêter le prince, et le procureur du roi fut assez heureux pour assister le brave colonel Tallandier, auquel la ville et la France doivent une reconnaissance bien méritée dans les mesures vigoureuses qu'il prit pour empêcher les désordres qui auraient compromis si gravement la sûreté publique. Il procéda immédiatement à un interrogatoire sommaire, et ne quitta les lieux que lorsqu'il apprit la mise en liberté du préfet et du lieutenant-général. Rassuré de ce côté, il revint de suite à la caserne accompagné de M. Carl, son substitut, et de M. Kern, juge d'instruction. On opera par ordre de ces magistrats la translation des insurgés dont on avait opéré l'arrestation, de la caserne à la prison civile, et la journée du dimanche fut employée toute entière à interroger les inculpés ; cette mission fut remplie par les magistrats que nous avons nommés. L'information fut commencée dès le lundi matin, et n'a été interrompue que par la nouvelle, arrivée de Colmar, que l'affaire était évoquée par la cour royale. Notre procureur du roi s'est dessaisi de la procédure le 2 novembre.

Une nouvelle arrestation, relative au complot de dimanche dernier, a eu lieu ce matin mercredi : c'est celle du cuisinier du prince Louis ; il était parti dimanche matin pour Constance, et en revenait ce matin, quand il a été mis en état d'arrestation. On n'a rien trouvé sur lui qui pût le compromettre. Il a été, assure-t-on, mis en liberté peu de temps après.

Hier au soir, les détenus avaient été transférés à la prison de la citadelle ; mais cette prison n'offrant pas assez de sûreté, ils ont été réintégré dans la prison civile, en attendant qu'on leur ait préparé des logements dans la maison de correction.

Ce n'est pas le comte de Grécourt, qui, comme nous l'avions annoncé, s'est présenté chez M. le préfet dimanche matin ; confronté avec ce magistrat, le comte de Grécourt n'a pas été reconnu par lui. La personne qui est allé chez M. le préfet avait les cheveux noirs : le comte de Grécourt est blond.

On assure que c'est le sieur L..., ancien chirurgien militaire, et à ce moment en fuite, qui commandait le détachement qui a envahi les ateliers de l'imprimerie de M. G. Silbermann.

On parle de trois officiers de pontonniers et d'un officier du 3^e d'artillerie qui auraient disparu depuis dimanche, et qui, d'après les apparences, se seraient trouvés compromis dans le complot.

On dit que c'est à Bade que les bases principales du complot avaient été jetées. Là, en effet, plusieurs habitants de notre ville peuvent se rappeler de la simultanéité du séjour du prince Louis, du colonel Vaudrey, et de lady Gordon.

(1) Voir la *Presse* du 30 octobre.

Le colonel Vaudrey avait été indiqué par M. le général Voirol pour une prochaine promotion au grade de maréchal-de-camp. Déjà le colonel Vaudrey avait été chargé de l'intérieur du commandement de l'artillerie à Strasbourg. La veille du complot, on avait remarqué, pendant un dîner en ville, auquel le colonel assistait, qu'une grave préoccupation l'empêchait de prendre part au mouvement général de la conversation.

— Comme il n'y a pas de conspiration sans argent, on assure que quarante francs avaient été distribués par chaque batterie d'artillerie du 4^e, c'était à peu près dix sols par homme. Cette conspiration ridicule a produit tout ce qu'elle avait coûté, et elle a coûté ce qu'elle devait produire.

Débats de la presse.

Le *Journal des Débats* se souvient aujourd'hui d'avoir été longtemps rédigé par des hommes de lettres. Il prend leur défense avec un sentiment de justice qui n'en est pas moins bien venu pour être tardif. Il ne pouvait pas faire moins pour le souvenir de Geoffroy, d'Hoffmann et de Duviollet, et M. de Châteaubriand méritait cette gratitude. De leur côté les classes lettrées doivent des actions de grâces au *Journal des Débats* pour n'en avoir pas été reniées, car c'est une vérité qui a acquis l'expérience des siècles qu'on n'est jamais méconnu que par ceux dont on a fait la fortune. Nous n'avons pas de conseils à donner au *Journal des Débats*, mais s'il avait ces idées le premier au lieu de les avoir le second ; s'il avait fait, il y a deux ans, l'article qu'il fait ce matin ; s'il avait revendiqué, comme sa position lui en faisait à la fois un droit et un devoir, le patronage des classes lettrées, il aurait parmi les hommes d'intelligence une autorité et une importance qu'il n'a plus et que nous ne croyons pas qu'il ressaisisse jamais.

Le *Journal des Débats* explique donc, comme nous le faisons depuis trois mois, comment il est simple, naturel, logique que le gouvernement patronise les intérêts des classes lettrées à l'égal des intérêts des autres classes.

La protection du gouvernement doit s'étendre à toutes les industries et à tous les intérêts. L'intérêt des lettres et celui de la librairie française sont assez précieux pour mériter une parcelle de ce qu'on dispense si libéralement à d'autres. Le vingtième, une fois pour toutes, de ce que l'état accorde tous les ans à la pêche de la baleine et de la morue, suffirait peut-être pour tirer d'embarras nos libraires. La théorie d'économie publique qui interdit au gouvernement de soutenir l'industrie est contredite par tous les faits. L'intervention du gouvernement dans l'industrie est plus qu'un droit ; c'est un devoir, à condition qu'elle soit éclairée et impartiale, qu'il ne soit prêt d'appui qu'à celui qui en est digne, et que l'on n'aide que ceux qui s'aident eux-mêmes de toutes leurs forces. Si l'industrie belge est aujourd'hui si florissante, c'est qu'elle a été l'objet d'une protection active, répartie avec discernement.

Cela est bien vrai ; si l'on donnait à l'intérêt des classes lettrées le vingtième de ce qu'on distribue tous les ans aux pêcheurs de baleine et de morue, il y a d'immenses rancunes qui s'apaiseraient, d'immenses souffrances qui se calmeraient. Il faut bien que la société se persuade que les individus ne lui rendront en amour que ce qu'elle leur avancera en protection ; or, les classes lettrées, qui ne sont pas protégées à l'égal du plus misérable négoce, à l'égal du plus mince intérêt, ne pourront pas être pénétrées d'une sympathie bien profonde pour un état social, qui, non-seulement ne leur donne rien, et les classes lettrées ne le demandent pas, mais qui les laisse voler impunément au dedans et au dehors, et qui, pour surcroît, les vole lui-même par la confiscation la plus odieuse. Toute espèce de travail constitue une propriété sur les produits qu'il crée ; il n'y a que l'homme de lettres qui s'épuise à travailler pour les autres. Le *Journal des Débats* est donc bien fondé à dire ceci :

« Convenons-en, sommes-nous en position de presser l'Europe de consacrer les droits de la propriété littéraire ? De bonne foi, la propriété littéraire existe-t-elle en France ? L'écrivain n'y est pas propriétaire de ses œuvres, il n'en est que l'usufruitier : quelques années après sa mort, ses écrits tombent dans le domaine public, ce qui, en langage ordinaire, signifie qu'ils sont confisqués. »

Tout cela est fort juste ; commençons par reconnaître la propriété littéraire chez nous, et puis nous chercherons à la faire reconnaître chez les autres.

Toutefois, le morceau le plus important de l'article du *Journal des Débats* nous paraît être celui où il touche la question de la contrefaçon. Toute la presse a traité cette matière, et elle a été d'avis d'ouvrir des conférences diplomatiques ou consulaires avec les pays étrangers, pour obtenir la prohibition des contrefaçons belges. Seuls, nous avons ouvert l'avis de tuer la contrefaçon belge en France même, et cela en fabricant à aussi bon marché qu'elle. Notre papier ne coûte pas plus cher, on peut obtenir une main-d'œuvre aussi modérée, en décentralisant la fabrication ; restent les droits d'auteur ; mais qu'est-ce que mille francs ou quinze cents francs, terme moyen, que sont payés les volumes, si le gouvernement se décide à favoriser la librairie comme il encourage toutes les autres industries, au moins jusqu'à ce que la librairie française, qui devrait être naturellement la plus riche du monde, parce que la France est le pays où il s'écrit le plus de livres, ait pris entièrement son niveau ?

C'est justement cette idée qui nous paraît non seulement la meilleure, mais encore la seule bonne, que le *Journal des Débats* soutient aujourd'hui. Nous sommes charmés qu'il la partage, parce que si les principaux organes de la presse prennent en main la cause d'un intérêt, il y a chance pour que cet intérêt triomphe. Voici ce que dit le *Journal des Débats*.

« Nous croyons cependant que le salut de la librairie doit venir aujourd'hui des libraires eux-mêmes. Avouons en effet que la contrefaçon a une excuse dans le bon marché. Le bas prix de ses produits, comparé aux prix triples, quintuples, décuples quelquefois, de nos livres, plaide et plaidera toujours en sa faveur. Jusqu'à ce qu'on lutte contre elle avec ses propres armes, elle sera invincible. On s'associe à Bruxelles pour faire des éditions très peu coûteuses : pourquoi les libraires français ne s'associeraient-ils pas pour le même objet ? Pourquoi ne publieraient-ils pas à Paris des éditions serrées et sans luxe, semblables à celles de Bruxelles et exclusivement destinées pour l'exportation. Les droits d'auteur pourraient, pour ces éditions spéciales, être fort réduits sans dommage pour les écrivains à qui le débouché intérieur est à peu près le seul qui profite dans l'état actuel des choses. Les éditeurs n'auraient plus contre eux, sur les marchés étrangers, que la différence des salaires entre Paris et Bruxelles ; mais ils auraient pour eux la priorité et la correction. »

Nous sommes convaincus que l'intérêt des classes lettrées finira par triompher ; mais ce serait un singulier étonnement, dans cent ans d'ici, (si les journaux qui se font à présent étaient destinés à rester cent ans dans la mémoire des hommes) de voir qu'en 1836 toute la presse, hors le *Journal des Débats*, le *Journal de Paris*, la *Paix* et nous, a déclaré qu'à ses yeux le travail des classes lettrées appartient à tout le monde, excepté aux classes lettrées.

La question sourde de l'armée continue à se poser pied à pied et précautionnement dans les journaux. Le *Courrier français* répète ce que nous disions hier, à savoir que, quel que soit le patriotisme de l'armée, il n'est pas régulier que le salut des institutions dépende d'elle.

Nous sommes persuadés que l'armée, en général, est animée des meilleurs sentiments, qu'elle sent le prix des institutions constitutionnelles, qu'elle saurait au besoin les défendre comme elle défendrait l'indépendance du pays contre l'étranger ; mais il n'est pas bon que tous les autres pouvoirs s'effacent en quelque sorte devant celui-là ; il n'est pas bon que les droits publics, si chèrement acquis, ne subsistent que par le bon vouloir des fonctionnaires armés de lois exorbitantes, et sous la protection ou la menace, comme on voudra, d'une force matérielle immense, qui peut être également sollicitée par l'arbitraire ou par la révolte.

Le *Siècle*, qui touche la même question, est plus net et même presque imprudent :

« Les factieux ont échoué à Strasbourg et à Vendôme, le gouvernement en conclut que l'armée lui est dévouée. Mais les complices des factieux peuvent en conclure que l'entreprise a été mal combinée, comme le *Moniteur* a la bonne foi d'en convenir, et ils ne verront peut-être dans l'échec de Louis-Napoléon, que ce qu'on a vu dans celui de Berton et dans celui de Malet, le commencement de la fin. »

Peut-être iront-ils jusqu'à supposer que les coupables ne paraissent des insensés que parce qu'on ignore toute l'étendue de leurs ressources ; peut-être croiront-ils qu'il y a quelque part une mine chargée, que le feu n'a pris qu'à une trainée de poudre interrompue, et que rien n'est désespéré.

Dans tous les cas, ils trouveront fort étrange la satisfaction causée au ministère par l'indifférence des populations témoins de la révolte ; et si cette indifférence les déçoit, nous le trouverons aussi fort étrange.

Quand le lieutenant Cardero se révolta à Madrid, à la tête d'un bataillon, contre le juste-milieu espagnol, le ministre Torreno ne manqua pas de dire que cette démonstration impuissante n'avait fait que mettre en lumière l'imperturbable fidélité des troupes de la garnison qui n'avaient point été entraînées par l'exemple de la rébellion. Le lieutenant Cardero n'était pourtant que le précurseur du sergent Garcia.

Quoique le *Siècle* trouve étrange que les factieux se découragent par suite des événements de Strasbourg et de Vendôme, nous trouvons que l'issue de la double échauffourée est peu faite pour encourager les partisans de Bonaparte et de la république. Les populations ne s'en sont pas mêlées, parce que le désordre est tombé de lui-même ; mais le *Siècle* peut compter que les populations s'en mêleront, si leur concours devenait nécessaire.

Voici comment le *Journal du Commerce* s'exprime sur l'armée :

« Expliquer ainsi la répression des tentatives de Strasbourg et de Vendôme, c'est reconnaître implicitement que la France est à la discrétion d'un bon ou d'un mauvais raisonnement politique de l'armée. On ne doit jamais remercier l'armée d'avoir plus ou moins bien apprécié les séductions qui lui sont offertes par les partis. De semblables remerciements ne peuvent être adressés qu'à la garde nationale, parce que les rangs une fois rompus, les gardes nationaux ont le droit de critiquer les actes de l'autorité, et même d'y résister selon les formes légales. Obéissance au commandement dans les limites du serment militaire et de la Charte, voilà le seul devoir civique de l'armée. »

Le *Journal du Commerce* nous paraît être dans le vrai de la question ; l'armée, constituée comme elle l'est, ne peut être que passive. Dans l'ancien régime, ou plutôt avant l'époque des grandes armées permanentes, quand la noblesse constituait la plus importante partie de l'armée, il était tout simple que le roi, qui n'était que le premier gentilhomme de son royaume, accordât à la noblesse un peu d'initiative politique ; mais aujourd'hui, dans la société légale que nous nous sommes faite, l'armée ne peut avoir que la position qui lui est assignée par la loi.

La *Quotidienne* est charmante de naïveté. Elle dit qu'on aurait grand tort de traiter le prince Louis comme on a traité la duchesse de Berry, parce que le prince Louis n'a pas de droits au trône de France. Il faut que la *Quotidienne* compte bien sur ses abonnés, pour leur débiter de semblables billevesées. Si la *Quotidienne* pouvait se déterminer à être sérieuse, nous lui demanderions quels droits la loi actuelle reconnaît à la duchesse de Berry, et en quoi la situation en 1832 diffère de la situation du neveu de Napoléon en 1836 ? Le même hannissement a été infligé à la branche aînée des Bourbons et à la famille de Bonaparte ; mais la loi, qui prend un membre de ces familles en flagrant délit de désobéissance, ne s'inquiète pas s'il est fils, oncle, neveu, homme ou femme ; elle l'expulse et tout est dit.

Nous avions félicité hier le *Courrier français* des paroles fermes qu'il avait eues sur l'événement de Strasbourg ; le *National* lui en exprime son étonnement et son regret en ces termes :

« Tout le monde sera surpris, comme nous, de trouver ces dernières lignes dans un journal qui passe pour avoir constamment suivi une ligne de conduite généreuse. Ce n'est pas ici le lieu de mettre en jeu les passions de la classe moyenne, et de l'inquiéter sur ses intérêts en provoquant toutes les rigueurs de la justice contre des hommes qui sont en ce moment placés sous sa main. »

Si l'affaire de Vendôme n'est qu'une échauffourée de corps-de-garde ; si ces folles tentatives ne font peur à personne ; en un mot si elles ne sont que ridicules, pourquoi dire au gouvernement qu'il est ébranlé par de pareilles tentatives, et au pays qu'elles troublent la paix et l'ordre dont il a besoin ? Pourquoi surtout dire d'avance aux juges qu'ils ne doivent pas admettre de circonstances atténuantes ? Il faut laisser ce langage à ceux qui croient malheureusement que leur métier est de provoquer des condamnations. Nous trouvons que celui du *Courrier français* redevient plus convenable, lorsque, parlant de Louis Bonaparte, il dit dans le même numéro : « Nous ne voulons pas accuser un jeune homme dont la témérité est assez punie. »

Nous ne savons pas jusqu'à quel point le *Courrier* sera sensible aux remontrances du *National* ; mais il nous semble qu'avec quelques articles comme celui de ce matin, il trouvera au dehors peu de solidarité et peu de sympathie.

Nouvelles diverses.

PARIS, 3 novembre. — Hier au soir le roi n'a pas regné. La reine, M. le duc d'Orléans, les princesses Marie et Clémentine ont honoré l'Opéra de leur présence.

Aujourd'hui plusieurs généraux ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

A deux heures et demie, S. M. a présidé le conseil des ministres.

M. le ministre de l'instruction publique a eu l'honneur d'être reçu par M. le duc d'Orléans.

— Le plan d'un projet d'embellissement du quartier de l'Hôtel-Dieu vient d'être déposé pour l'enquête préalable, à la mairie du 9^e arrondissement. Voici le texte de la légende de ce plan : le plan publié indique, 1^{er} sur la Cité : la suppression des maisons comprises entre la rue St-Christophe et la rue Neuve-Notre-Dame, pour l'élargissement de ces rues et l'achèvement du bâtiment d'administration des hospices ; 2^o sur la rue Neuve-Notre-Dame, la suppression des maisons particulières qui en bordent le côté gauche, pour compléter l'alignement et l'élargissement de cette rue, régulariser et agrandir le promenoir des malades de l'Hôtel-Dieu ; 3^o sur la rive gauche de la Seine, la formation d'un nouveau quai entre le Pont-aux-Doubles et le Petit-Pont, au moyen de la suppression d'une travée longitudinale du pavillon de Saint-Charles, dépendant de l'Hôtel-Dieu ; 4^o sur la rue de la Bûcherie et de la place du Petit Pont, agrandissement de ces deux voies publiques au moyen de la démolition des bâtiments appartenant à l'administration des hospices et adossés au bâtiment Saint-Charles.

Ces dispositions ont été conçues dans le but d'améliorer la voie publique et les dépendances de l'administration centrale des Hospices ; elles auront aussi pour résultat la diminution du nombre trop considérable de lits entretenus à l'Hôtel-Dieu. La dépense de ce projet, une des plus utiles qui aient été conçues depuis longtemps, en ce qui concerne les démolitions à faire, est évaluée à 500,000 fr.

— M. le duc de Valengay a été nommé à l'unanimité membre du conseil général de l'Indre, en remplacement de M. le prince de Talleyrand, son oncle.

— Mme Sibire, supérieure-générale du couvent des Dames de Saint-Thomas de Villeneuve, est morte dans la maison de la rue de Sévres.

— Nous avons parlé, il y a quelques jours, d'un bruit souterrain qui, depuis quelque temps, trouble la nuit, le repos des habitants des maisons qui avoisinent le n^o 480, rue du Faubourg St-Antoine. Malgré les recherches les plus actives des personnes intéressées et de l'autorité elle-même, on n'a pu parvenir encore à en découvrir la cause. Il paraît que l'administration, voulant faire procéder à des fouilles assez profondes pour atteindre le point d'où le bruit semble arriver, a été effrayée par l'énormité des dépenses que les travaux entraîneraient.

Depuis notre article, le bruit s'est reproduit de nouveau, et la nuit

dernière il a recommencé entre onze heures et demi et minuit, pour ne finir que vers quatre heures et demi du matin. Non seulement on pouvait distinguer ce bruit sourd, semblable au soufflet d'une forge, mais encore des coups qui paraissaient porter sur une enclume.

On nous raconte qu'un bruit semblable, et qui a été l'objet d'un rapport au procureur du roi d'Épernay, s'est fait entendre pendant assez long-temps à Fère-Champenoise, sans qu'il ait été possible de découvrir d'où il provenait. Le même fait est arrivé à Avignon.

— Il y a quelques jours, un omnibus cheminait sur les boulevards, et à chaque voyageur, qui présentait ses six sous pour acquitter son droit de locomotion, le conducteur répondait : « On ne paie pas aujourd'hui. » On doit comprendre l'ébahissement des gens que cette générosité singulière de l'administration des omnibus surprénait au plus haut point. Tous les saints du calendrier furent consultés pour savoir auquel on devait attribuer cette gratification extraordinaire, et l'on en était réduit aux conjectures les plus bizarres, lorsqu'on avisa un petit vieillard qui se fit descendre auprès de l'hôtel de la rue des Capucines. Alors le mutisme du conducteur cessa, et l'on apprit que ce digne voyageur s'était fait un plaisir de payer toute la recette de l'*Omnibus*. Quelqu'un, qui avait reconnu M. de Semouville, s'empêcha alors de dévoiler le titre et la qualité du donateur.

— On écrit de Lyon : M. Spicrenail, chef de la division de la police à la préfecture du Rhône, vient d'être appelé à Paris par M. de Gasparin, pour remplir un emploi plus avantageux dans les bureaux du ministère de l'intérieur.

— Parmi les personnes arrêtées depuis deux jours dans Paris, on cite M. Tampucci, réfugié italien, auteur présumé d'un imprimé ayant pour titre : *Chants prolétaires*. M. Goulié, étudiant, chez qui on a saisi en outre près de 200 exemplaires de la même brochure, et enfin M. le comte Horace Salviac de Viel-Castel.

— A la dernière liquidation, une maison de banque a payé pour plus de 2 millions de francs de différence. On assure que le proche parent d'un de nos personnages politiques concourt à cette perte pour 200,000 fr.

— Le roi des Belges a eu la singulière fantaisie de dater de Paris un arrêté qui nomme chevaliers de l'ordre de Léopold un certain nombre d'industriels belges. Napoléon a bien daté de Moscou son décret sur les théâtres !

— On écrit de Londres : « Joseph Bonaparte doit retourner en Amérique dans le printemps prochain ; il a ordonné que sa maison de Borden-town fût prête à le recevoir à cette époque. »

— Hier, vers cinq heures du soir, le jeune L., âgé de 28 ans, rentra chez un ami où il logeait depuis quelques mois. Après un moment de repos, il écrivit une longue lettre dans laquelle il déclarait que, « fatigué de la vie, il voulait mourir. » Puis, armé d'un fusil de chasse chargé de chevrotines et assis sur son lit, il se fit sauter la cervelle. La veille, ce malheureux jeune homme avait dîné en famille chez son père, et n'avait laissé entrevoir aucun sentiment de dégoût pour la vie.

Chronique judiciaire.

— La cour de cassation a rejeté le pourvoi Horner et Lourtet, condamnés par arrêt de la cour d'assises de Paris, le premier à cinq années de réclusion et à l'exposition ; le second à trois années de la même peine, mais sans exposition, pour avoir fait et s'être servi d'un faux billet de 500,000 fr. au préjudice des héritiers de M. Armand Séguin.

— Le Tribunal de Verdun vient de décider que les officiers en activité de service étaient tenus de se munir d'un permis de port d'armes pour se livrer au plaisir de la chasse.

— Les chefs de commerce qui ont à se plaindre d'un voyageur, d'un commis ou même d'un ancien associé, sont habitués à communiquer leurs griefs à leurs correspondants au moyen d'une circulaire. En agissant ainsi, ils commettent un délit de diffamation et s'exposent à payer des dommages-intérêts quelquefois considérables. C'est ce que vient d'établir le tribunal correctionnel de Paris ; un commissionnaire de roulage, à la suite d'une altercation avec un associé de sa maison, a autorisé son commis à adresser à ses commettants une lettre lithographiée dont l'ancien associé s'est plaint. Le tribunal a condamné le commis à 25 fr. d'amende, 200 fr. de dommages-intérêts, et le commissionnaire a été déclaré civilement responsable.

M. le président. — Vous n'avez pas de moyens d'existence ?

Bédiet. — Pas pour le moment ; mais ça ne peut pas durer : ça tient à un malentendu. Je suis ancien militaire, j'ai cinquante ans et je suis pensionné. Mon père, âgé de quatre-vingt-neuf ans, est à l'hôtel royal des Invalides. J'ai adressé une pétition pour entrer aussi aux Invalides ; on m'a trouvé trop jeune ; j'ai demandé alors une place au préfet de la Seine, on m'a trouvé trop vieux. Pour faire toutes mes visites, j'avais acheté des habits fins, un peu soignés pour tout dire. Un jour je me présente avec eux pour une place dans les égouts ; on m'a dit que j'étais trop propre. Moi, je me suis dépêché à les user, et à présent, quand je vais quelque part pour une place, on me trouve trop sale. Voudriez-vous me faire le plaisir de me dire comment il faut être ficelé pour convenir à quelqu'un ?

M. le présid. — Vous dites que vous êtes pensionné ; avez-vous votre titre de pension ?

Bédiet. — Je l'ai laissé à un homme d'affaires qui m'a avancé un somme pour acheter mes habits.

Le tribunal remet la cause à samedi pour entendre l'homme d'affaires.

— Le tribunal correctionnel d'Andelys vient de prononcer un jugement contre un sieur C... pour outrages prononcés contre les autorités de sa localité. Les considérants de ce jugement portent entre autres choses :

« Considérant que le sieur C... s'est permis de dire de notre laborieux préfet qu'il était le plus paresseux de son département ; de notre respectable sous-préfet qu'il était la plus grande bourrique de son arrondissement, et de l'honorable maire de la commune d'E... qu'il était la plus grande canaille de sa commune, toutes choses aussi injurieuses que fausses, condamne en deux mois de prison, etc. »

Le *Moniteur* de ce matin, 6 novembre, contient la dépêche télégraphique suivante :

Bayonne, 1^{er} novembre, 41 heures du soir.

On annonce que les carlistes lèvent le siège de Bilbao et se retirent sur Durango ; ils n'avaient plus d'artillerie devant la place le 29.

Variétés.

De la rue Bleu, n^o 50 (1).

D'abord je commencerai par demander humblement pardon à mes lecteurs d'avoir mis plus d'un mois d'intervalle entre mon premier article, daté de l'hôtel de Bazancourt, et son frère puîné que j'avais imprudemment promis pour un prochain numéro. C'est que j'avais oublié que j'allais être rendu à la liberté, et qu'à la porte même de ma bienheureuse prison, la vie dévorante de Paris m'attendait et allait me reprendre. L'employé méthodique qui s'éveille régulièrement à six heures du matin en été et à huit heures en hiver, qui se met en route à dix heures moins un quart pour se rendre à son ministère, qui en passant règle sa montre sur l'horloge de la Bourse, de la Banque ou des Tuileries, qui entre à son bureau à dix heures, lit son journal, taille sa plume, écrit loyalement ses huit pages, se lève de sa chaise rembourrée à quatre heures moins un quart pour broser son habit, son pantalon et son chapeau, puis enfin sort à quatre heures précises pour regagner sa maison où l'attend le dîner de ménage et la soirée de famille ! L'officier de

(1) Voir le numéro du 28 septembre daté de la prison, l'hôtel Bazancourt.

garnison que le tambour de la caserne réveille, qui à sept heures fait l'appel, à dix heures commande l'exercice, à deux heures dépouille l'uniforme militaire pour endosser l'habit bourgeois, fait ses trois visites, revient dîner à la table d'hôte, passe la soirée à jouer au billard, au café de la Victoire, ou à se promener sur les remparts de la ville, rentre à dix heures au quartier, et dort vertueusement jusqu'à ce que le tambour de la caserne réveille de nouveau pour recommencer aujourd'hui la vie d'hier ! Le dandy, dans la chambre duquel le groom a l'ordre de n'entrer qu'à midi, qui à une heure livre sa tête à Joseph ou à Duchesne, à deux heures son corps à Staub ou à Chevreuil, à trois heures ses pieds à Clerx ou à Guerrier, à quatre heures monte à cheval, fait son tour de bois, salue quatre femmes, de manière à en compromettre au moins trois, à six heures dîne au café de Paris, dans la salle Véron et Lautour, qui à huit heures va crier brava aux Bouffes, ou bravo à l'Opéra, à minuit revient souper au café Anglais, et à trois heures rentre dans son appartement de la rue de Provence ! Le Dandy, l'officier, l'employé, dis-je, les trois types distinctifs de toute société bien organisée, ne pourront jamais se faire une idée de ce qu'est la vie fiévreuse, le matin, audience à ses solliciteurs ; lorsque le soir il a revu les épreuves de son feuilleton, lorsqu'il s'est battu trois ou quatre fois par an, il est quitte envers la société : je ne dirai pas du romancier, car lorsque le romancier a fait ses recherches dans les bibliothèques, ou son étude dans le monde, il commence et achève silencieusement son œuvre, la corrige lentement et à son loisir, puis un matin la voit éclore sans bruit, sans émotion, sans crainte à la porte d'un libraire, se multiplier petit à petit aux carreaux des cabinets littéraires, et huit jours après, il en a fini avec les réclames, les annonces et la critique, toutes choses qui touchent matériellement son libraire encore plus que lui : mais de l'auteur dramatique !...

Il y a pourtant dans la multiplicité des essais et dans la pauvreté des résultats, une grande leçon pour ceux qui embrassent la carrière théâtrale : depuis deux siècles et demi, quelques noms à peine ont surné sur notre océan littéraire. Exceptez-en ceux de Rotrou, de Corneille, de Molière, de Racine, de Voltaire et de Beaumarchais, les autres luttent en vain, et parmi ceux-ci, quelques-uns à peine apparaissent encore de temps en temps à la surface de la scène, mais le plus grand nombre est déjà tout-à-fait englouti. Les Espagnols qui nous ont précédés, n'ont réellement conservé mémoire que de Calderon, de Lopez de Vega et de Guilhem de Castro ; les Allemands qui nous ont suivis, ont tout perdu en perdant Schiller et Goethe ; enfin, les Anglais n'ont que Shakespeare, l'ancêtre dramatique de la société moderne, Shakespeare, dont la tête dépasse toutes les têtes, Shakespeare, le colosse Rhodien, qui tient à la main le flambeau à la lueur duquel navigent depuis trois siècles tous les Américains qui cherchent le monde des passions, et qui donnent impudemment leur nom à des terres que le génie avait découvertes avant eux.

C'est qu'il faut bien le dire : nulle vocation ne demande pour produire, je ne dirai pas des fleurs dans le présent, mais des fruits dans l'avenir, plus de qualités naturelles et acquises, que n'en demande la vocation dramatique ; il faut que l'homme qui l'embrasse réunisse à la fois, en lui, les qualités de l'historien, du romancier et du poète. Corneille, Molière et Racine auraient fait, certes, s'ils l'eussent voulu, de l'histoire comme Bossuet, des romans comme Scarron et des satires comme Boileau ; tandis que Boileau, Scarron et Bossuet, n'auraient fait ni le *Cid*, ni *Tartuffe*, ni *l'Alceste*.

Cela n'empêche pas, et c'est étrange, que la première idée qui vient à l'esprit de l'homme qui jette aux orties Cicéron, Cujas ou Barème, est de faire une œuvre de théâtre. Du seuil du monde, dont il ne connaît encore ni la réalité ni la poésie, ni les vertus ni les vices, ni les indifférences ni les passions, il prend la résolution de faire ce tableau vivant, humain et mouvementé, dont toutes les couleurs, empruntées à la vie, doivent être détrempées avec les larmes des yeux ou le sang du cœur. A peine prise, la résolution est exécutée ; on a stôt fait de se procurer du papier, de l'encre, une plume. Quinze jours suffisent pour écrire deux cents pages ; là n'est pas le mal ; mieux vaut qu'un jeune homme s'amuse innocemment à perdre son temps en faisant un *Calus Gracchus*, un *Jean de Bourgogne* ou un comte d'Egmont, qu'à perdre son argent ou sa santé en faisant autre chose.

Mais une chose déplorable, une chose dont la police aurait droit de se mêler, une chose qui devrait être défendue par les lois du royaume, c'est que l'œuvre faite, l'auteur vienne la lire à Casimir Delavigne, à Victor Hugo ou à moi.

Casimir Delavigne en a quitté Paris, et s'est réfugié à la Madeleine ; Victor Hugo en a démenagé trois fois, et a successivement et triangulairement habité les trois points les plus opposés de Paris : la rue de l'Ouest derrière le Luxembourg, la rue Jean Goujon aux Champs-Élysées et la Place-Royale au Marais. Quant à moi, j'ai usé à me débarrasser de ce fléau plus de ressources scéniques qu'il n'en a fallu à Beaumarchais pour faire le *Barbier de Séville* ou le *Mariage de Figaro*. J'ai été jusqu'à faire courir le bruit que je perdais les manuscrits qu'on me confiait : les auteurs ont continué à déposer leurs œuvres chez moi, en me prévenant de ne pas me gêner si j'avais envie de les perdre, attendu qu'ils en avaient un double.

Et qu'on n'aille pas croire encore que c'est la lecture de la chose qui soit le moment le plus pénible et le plus douloureux. Non ; généralement la chose vous endort à sa dix ou douzième page, vous passez une nuit plus ou moins cauchemardée, et voilà tout. Mais au réveil, l'auteur est là dans votre salon, l'auteur inflexible, qui n'a pitié ni de votre fatigue nocturne, ni de votre travail matinal, ni de votre déjeuner qui refroidit ; on évite un créancier, une maîtresse jalouse, une cheminée qui tombe, mais on n'évite pas un auteur qui vous a envoyé son manuscrit : il faut le voir, il faut lui dire face à face que son œuvre est détestable, qu'il est impossible qu'on la joue, et cela avec des politesses, des circonlocutions, des ménagements inconnus à quiconque n'a pas été forcé de les employer ; il faut débattre mot par mot le fond du sujet, le développement des scènes, l'ignité des caractères ; il faut prouver qu'il y avait à côté de la pièce mauvaise une pièce meilleure, faire entièrement et séance tenante le plan de cette pièce ; heureux encore quand vous ne parvenez pas à convaincre l'auteur que vos idées valent mieux que les siennes ; car une fois convaincu de cela, il sort, c'est vrai, mais pour travailler sur vos données, et alors vous n'avez plus moyen de vous en débarrasser, vous devenez le père adoptif de l'enfant, une manière de parrain, et le mauvais sujet à peine né va traîner votre nom dans les antichambres de tous les directeurs et dans les coulisses de tous les théâtres.

Vous croyez peut-être qu'il y a la ressource de la correspondance ; il y a huit jours, je le croyais comme vous, et j'avais employé ce moyen. Un monsieur m'avait apporté un drame, et c'était justement le jour où je comptais faire la suite de mon article. Ce monsieur avait forcé la porte, afin de le remettre à moi-même. Arrivé jusqu'à ma chambre à coucher, il s'était d'abord assis modestement sur une chaise ; puis, tout en me racontant son sujet, emporté par son enthousiasme, il s'était glissé sur le pied de mon lit, enfin, il avait si bien gesticulé, qu'un quart d'heure après, il s'était emparé de tout le bord et m'avait relégué dans la ruelle. Tenant à rentrer en possession d'un meuble que j'ai fait faire pour me coucher personnellement, et non pour servir de divan à ceux qui me visitent, je lui promis, s'il voulait me laisser seul, de lire à l'instant son drame. Cette espérance le détermina. Il ne resta que le

temps nécessaire pour me redire, de sept ou huit manières différentes et plus modestes les unes que les autres, que je n'avais jamais vu pareil chef-d'œuvre. — Et il sortit.

Je lui tins parole : je pris le manuscrit, je le tournai et retournai comme l'enfant fait d'un verre d'eau de sedlitz ou d'une tasse d'huile de ricin ; enfin je pris mon courage à deux mains, j'avais la potion depuis l'école jusqu'à la lie. C'était exécrable.

Je cherchais de quelle manière je pourrais, le lendemain, rendre en pillules à l'auteur, ce qu'il m'avait fait prendre en médecine, lorsque je m'aperçus qu'il avait eu l'imprudence de mettre son nom et son adresse sur la couverture de son drame. Je lui écrivis aussitôt une lettre de quatre pages, que je joignis au manuscrit, et je lui renvoyai l'un et l'autre, m'excusant de ne pas le recevoir le lendemain sur une partie de chasse dans le parc de Versailles : le lendemain, malheureusement il pleuvait à verse. Ce qui sauva Pétion me perdit. L'auteur étendit la main hors de sa fenêtre ; il pleut, se dit-il, il n'y aura pas de partie de chasse : dix minutes après, il était sur mon palier.

Comme j'étais sans défiance aucune à l'endroit d'où me venait le danger, j'avais laissé ma clé à ma porte. Tout à coup j'entendis l'instrument tourner dans la serrure, les gonds grincer, des pas s'approcher de ma chambre ; je crus que c'était mon chocolat que l'on m'apportait, je me tournai donc vers la porte, le visage souriant et prêt à lui dire qu'il était le bien venu : la porte s'ouvrit, c'était mon auteur.

Je ne sais s'il s'aperçut du changement qui s'opéra sur ma figure ; en tout cas, il ne parut aucunement le remarquer. Il me semblait si heureux et si content de lui, que je crus qu'il n'avait pas reçu ma lettre. Je hasardai la question : j'étais dans l'erreur, il l'avait reçue et même lue ; mais il paraît qu'il l'avait mal comprise. Il m'expliqua comment, voyant la pluie, il s'était douté que je n'irais pas à la chasse, ce qui l'avait déterminé à me venir voir pour causer un peu de son drame. Pris au piège, j'essayai d'un moyen ; je lui dis que ce n'était pas le mauvais temps qui m'avait arrêté, que depuis long-temps j'avais trouvé un moyen de chasser à couvert ; c'était de fouetter le manche de mon parapluie dans le dos de ma veste, ce qui me faisait les mains parfaitement libres, mais que j'avais un article très pressé, non pas à finir, mais à commencer ; je lui montrai ma plume taillée, mon papier prêt, mon encrier plein ; je lui expliquai que cet article devait faire au moins neuf colonnes, c'est-à-dire quatre cents lignes de feuilleton en 8, qu'il fallait qu'il fût fini à sept heures du soir sous peine d'être remis à huit jours, et qu'il était dix heures du matin. Il écouta tout cela en souriant de la manière la plus gracieuse et la plus intelligente du monde ; puis, lorsque j'eus fini, comme si je n'eusse pas dit un mot, pas prononcé une syllabe, pas ouvert la bouche, il reprit sa phrase où je l'avais interrompue, ajouta qu'il comptait sur ma complaisance bien connue pour entendre de sa bouche même la lecture de son œuvre, et en conséquence, il commença de tirer de sa poche le manuscrit que je lui avais renvoyé la veille, espérant n'en entendre jamais reparler. Je vis le mouvement, et posant la main sur l'avant-bras de mon adversaire au moment où le rouleau allait sortir de sa poche, je parai le coup en le renfonçant doucement et en assurant à son propriétaire que je n'avais pas une seule minute dont je pusse disposer. Le propriétaire ne tint pas compte de l'observation ; de mon côté, j'avais mis dans ma tête de ne pas laisser sortir le manuscrit. Nous passâmes cinq minutes en face l'un de l'autre, lui à tirer, moi à pousser, et tout cela avec la politesse, mais en même temps avec l'obstination la plus parfaite.

Vous vous rappelez peut-être le baron des *Originaux*, qui raconte que se trouvant à dîner avec le marquis, ils se sont accablés tous deux de politesses, si bien que de politesses en politesses, ils ont fini par se jeter les assiettes au visage ; même chose advenue entre mon dramaturge et moi. De politesses en politesses, j'étais parvenu à le pousser jusqu'à la porte du palier ; arrivé là, il me fit une politesse si grande que je ne pus y tenir plus long-temps, je le pris aux épaules et le poussai de toute la force de mes poignets ; il alla à reculons enfoncer la porte de mon voisin de face, lorsque le pied lui manqua sur le premier escalier ; alors il changea de direction, sa chute d'horizontale devint perpendiculaire, et il alla tomber sur un monsieur qui venait me prier de mettre des vers sur son album. Je fermai ma porte et je courus à la fenêtre. Je vis le monsieur au manuscrit et le monsieur à l'album qui se sauvaient chacun sur un trottoir. Depuis ce temps je n'ai entendu parler ni de l'un, ni de l'autre ; c'est le plus heureux carambolage que j'aie fait de ma vie.

J'avoue, au reste, que j'ai bien mérité mon malheur ; je suis puni par où j'ai péché : c'est la peine du talion qui me frappe. Moi aussi j'ai été heurter mon drame en main à la porte d'un de mes confrères : c'était, je me le rappelle, à celle du bon Picard. Il me reçut parfaitement, prit mon manuscrit, et me donna rendez-vous à huit jours ; je fus exact chez lui comme on l'est aujourd'hui chez moi. Je trouvais, à mon juge, une figure riante, et j'en tirai un bon augure. Mon manuscrit ouvert, était sur son bureau ; il le roula, noua autour un cordonnet vert, et sans me le rendre encore.

— Mon jeune ami, me dit-il, avez-vous un autre avenir que celui du théâtre ?

— J'ai une place de 1,200 francs.

— Eh bien ! me dit-il en me mettant le manuscrit dans la main et en me fermant la main par-dessus, allez à votre bureau. — Ce manuscrit était celui de *Christine*.

J'en voulus long-temps à Picard ; mais depuis, j'ai compris d'où venait la brièveté et la sécheresse de la réponse, et je demandai humblement pardon à son ombre. Picard avait sans doute un article à faire.

Or, maintenant que j'ai raconté comment et pourquoi la suite de mes aventures comme garde national, n'avait point paru plus tôt, reprenons le récit où nous l'avions laissé, c'est-à-dire après ma visite au roi, et le serment que je fis, de ne m'exposer jamais de ma vie dans les rues de la capitale avec un uniforme sur le dos.

On se rappelle ma religion au serment, et que cette religion fut cause que je ne prêtai pas celui qu'on me demandait comme lieutenant d'artillerie. Aussi, je me promettais bien d'être fidèle à celui que j'avais fait en lisant le *Moniteur*, et pendant un an à peu près, il faut rendre justice au maire de mon arrondissement, je n'eus pas de lutte à soutenir pour le garder dévotement.

Au bout d'un an je reçus un billet de garde : je faisais sans m'en douter partie de la 2^e légion ; j'étais grenadier dans la compagnie Clergeon Champagny ; sergent major Lachaise. Je lus le billet avec la plus grande attention depuis ces mots : *Garde nationale de Paris jusqu'à ceux-ci : Tout grenadier qui s'absentera du Poste sans autorisation fera une faction hors tour* (sect. VIII, parag. 1^{er}, art. 82 de la loi). Je le tournai et le retournai, puis avisant qu'il était sur du papier assez fin, je le taillai en huit morceaux égaux, et j'en fis huit cigaretttes : Au bout d'une heure j'avais fumé mon ordre de service depuis la première ligne jusqu'à la dernière.

Quinze jours après j'en reçus un autre ; cette fois, comme je connaissais l'imprimé, je me dispensai de le lire, seulement je fis monter le tambour qui me l'avait apporté : c'était un brave garçon qui m'avait donné des leçons d'armes, il s'arrêta à ma porte, immobile, les yeux fixés à dix pas devant lui, et la main à son bonnet de police.

— Bruneau, lui dis-je, expliquez donc à mon sergent-major que je faisais partie de l'artillerie, qu'on m'a dissous avec mes sept cent quatre-vingt-dix-neuf camarades, comme indigne de manier l'écouvillon patriotique, et que je ne vois pas, depuis un an, en quoi j'ai mérité

qu'on revienne sur l'opinion qu'on avait conçue de moi, au point de me confier un mousquet, qui est une arme bien autrement dangereuse dans les mains d'un suspect, qu'une pièce de huit.

— Mon grenadier, dit Bruneau, c'est la cour de cassation.
— Comment, la cour de cassation ?
— Oui, oui, ils ont décidé comme ça que les grenadiers pourraient être mauvais comme artilleurs, mais qu'ils étaient fâcheux comme grenadiers.
— Ah ! la cour de cassation a décidé cela ?
— Pas plus tard qu'il y a quinze jours.
— Diable !
— Ainsi, vous voyez, il n'y a pas à tortiller.
— Et si je tortille, qu'est-ce qu'on me fera ?
— Dam ! vous savez, l'hôtel des zharicots est là.
— Après.
— On vous y enverra.
— J'irai.
— On vous renverra encore.
— J'y retournerai.
— On vous condamnera à huit jours, à quinze jours, à trois mois.
— Je les ferai.
— Il y a encore d'autres punitions.
— Les quelles ?
— Je n'en sais rien, mais il y en a.
— Ecoute Bruneau. Le plus qu'il puisse m'arriver, n'est-ce pas, c'est d'être fusillé... Eh bien ! j'aime mieux être fusillé que de monter ma garde.

Bruneau me quitta stupéfait, ne comprenant pas qu'il y ait des êtres assez mal organisés pour être insensibles à l'honneur de la faction, aux plaisirs de la patrouille et aux voluptés de la revue.

Trente-six heures après, j'étais condamné à un jour de prison. Au moment de partir pour l'Italie, j'avais un total de cent quatre-vingt-douze heures, et cependant six mois à peine s'étaient écoulés depuis mon premier refus de service ; mon sergent-major était, comme on voit, un excellent comptable ; il ne m'avait pas fait tort d'un seul tour de garde.

Je partis. A mon retour je trouvai un jugement de la sixième chambre, qui ajoutait cent vingt heures aux cent quatre-vingt-douze que j'avais déjà ; cela faisait un total de trois cent douze heures. C'était, comme on le voit, une espèce de caisse d'épargne.

Cependant, ces 120 dernières heures me parurent tant soit peu arbitraires. Je n'avais jamais entendu dire qu'on fût forcé de continuer son service à l'étranger, et de revenir de Florence, de Naples ou de Syracuse pour monter la garde à la porte de la mairie. Je réclamai donc, mais il me fut répondu que j'étais parti sans prévenir mon sergent-major, ce qui était une grande infraction aux règles disciplinaires. J'avais cru dans mon innocence qu'il suffisait, pour voyager, d'un passeport et de trois lettres de créance signées chacune par un ministre. Point : outre la signature de Porte, la recommandation du maréchal Gérard, de l'amiral Jacob et de M. de Rigny, il me fallait encore l'autorisation de M. Lachaise.

Comme cette décision ne me donna pas un goût plus vif pour mes devoirs civiques, j'eus bientôt amassé deux autres condamnations de 24 heures chacune, ce qui me produisit un effectif de 360 heures de prison. Autrement dit quinze jours.

Le lendemain ou le surlendemain du jour où j'avais fait mon addition générale, je reçus une lettre de mon commissaire de police qui m'invitait à purger mon compte avec la patrie. J'avais cru d'abord qu'en faisant à ladite patrie l'abandon des 3,000 francs qu'elle m'avait cotés autrefois (1), elle me tiendrait quitte des quinze jours de prison que je lui devais aujourd'hui. Point ; son chargé de pouvoir me dit que c'étaient deux comptes entièrement distincts et séparés ; que la patrie était très gênée par les avances de liberté qu'elle avait faites à une foule de mauvais citoyens comme moi, et qu'elle avait le plus grand besoin de ses rentrées. Malheureusement, quelque envie que j'eusse de ne pas la faire attendre, cela cadrait assez mal avec mes arrangements : je faisais répéter *Kean*, et ma présence était absolument nécessaire aux répétitions ; cette petite circonstance entraînait mon commissaire de police à deux déplacements inutiles : la première fois, il se présenta chez moi avec la garde municipale, et la seconde, chez ma voisine avec un serrurier. Comme je n'étais ni chez moi ni chez ma voisine, il en fut pour sa peine. Sur ces entrefaites, *Kean* fut représenté ; je n'avais plus aucun motif de jouer à cache-cache avec la police ; je me rendis rue des Fossés-Saint-Bernard, et le 18 septembre 1836, à neuf heures du soir, je fus écroué et conduit à mon cachot : c'était une petite chambre au troisième, sans papier et sans tapis, c'est vrai, mais en bon air et en belle vue.

Il faut que j'avoue que je ne connaissais guère ce que j'avais dédaigné si long-temps. La prison... pour un employé, pour un officier, pour un dandy, c'est une punition peut-être. Pour un auteur dramatique, mon Dieu ! c'est le paradis sur la terre, et je n'en demande pas d'autre dans le ciel. Là, plus d'auteurs qui viennent vous lire des drames, plus d'amateurs d'autographe qui viennent vous apporter des albums ; mais six portes et douze verrous qui ne s'ouvrent que pour ceux que vous avez plaisir à recevoir. De sept heures du matin à midi l'isolement, de cinq heures du soir à minuit la solitude ; ces deux grands besoins du poète, sans lesquels il ne peut rien concevoir ni produire. Puis, de temps en temps, un ange qui apparaît malgré vos gardiens et vos barreaux, illuminant votre prison des rayons célestes de son amour. — Demandez plutôt à Saint-Pierre, et voyez au Vatican la fresque de Raphaël.

Abd-el-Rhaman III, dans une vie de soixante-dix ans et dans un règne de cinquante, ne comptait que quarante jours heureux. Je n'ai que trente-deux ans, je n'ai pas encore régné, et je compte déjà quinze jours qui feraient envie au calife de Cordoue. Ces quinze jours, je les dois à M. Jacqueminot, à qui j'offre ici l'expression de ma reconnaissance.

Au reste, c'est une félicité qui ne peut pas me manquer à la fin de chaque année, puisque sorti depuis un mois à peine, j'ai déjà économisé, par jugement du conseil de discipline, vingt-quatre heures de bonheur pour le mois de septembre 1837.

ALEXANDRE DUMAS.

P. S. Un de ces jours nous parlerons de *Livia*, dont, au milieu de tout ce bavardage, nous n'avons pas trouvé moyen de dire un mot. En attendant, nous invitons les amateurs de haute et belle poésie à lire ce livre.

BOURSE DU 5 NOVEMBRE.

La bonne tenue de la bourse de Londres, où les consolidés montent de 518 0/0 depuis trois jours, a inspiré beaucoup de confiance à nos spéculateurs.

Le découvert qui s'était formé depuis la liquidation, les nouvelles plus favorables à la cause de la reine Christine, la régularité du paiement des différences énormes de la liquidation du mois précédent, toutes ces causes ont donné beaucoup de faveur à nos fonds.

On a pu si remarquer que le report du comptant à la fin du mois, qui était très tendu il y a deux jours, était beaucoup plus faible aujourd'hui, ce qui indique moins de rareté de numéraire.

Il s'est fait une grande quantité d'affaires. Avant la bourse on a fait en coulisse 79 10 et 15. Après la bourse, 79 27 1/2, 30, 33, et à 3 h. on est resté à 79 32 1/2.

BOURSE	Prém.	Plus haut	Plus bas	Dern. cours	Cours d'hier
5 0/0 J. du 22 S. c...	105 90	106	105 80	106	105 70
Fin courant...	105 95	106 25	105 95	106 25	105 95
P. fin fin...	105 95	106 25	105 95	106 25	105 95
Prime fin proch.	79	79 25	79	79 25	79 25
5 0/0 du 22 J. comp...	79 40	79 40	79 35	79 35	79 35
Fin courant...	79 40	79 40	79 35	79 35	79 35
Prime fin proch.	79 40	79 40	79 35	79 35	79 35
Avant la bourse, 79 12 1/2					
Après la bourse, à 4 h.					
FONDS ÉTRANGERS.					
NAPLES. Vale. cour...	98 20	98 40	98 20	98 40	98 40
Fin cour...	98 40	98 40	98 20	98 40	98 40
ESPAGNE. Cortès,					
Emprunt royal 1873, 5 0/0					
Bente p. p. p. 5 0/0					
Trois 4 0/0					
Bente p. p. p. 4 0/0					
Bente p. p. p. 3 1/2					
Comp.					
Antic. différés, 5 1/2					
Nouveaux différés, 5 1/2					
Prémont. à 0/0 avec prime,					
5 0/0...					
3 0/0...					
5 0/0...					
CHANGES. Sur Londres (3 mois), 25 05 0/0.					
Hambourg 154 3/4.					
Amsterdam 57 13/16.					
FONDS ANGLAIS. Londres, 3 novembre. Cité, 4 heures.					
Consolidés pour compte, ouvert à 58 7/8					
pour compte, fermés à 58					
FONDS ESPAGNOLS, actif,					
20 1/4					
FONDS ESPAGNOLS, passif,					
différé, 5 3/4					
PORTEUR, 3 0/0					
3 0/0					

TORTONI. — 10 heures du soir.

Il y a eu peu d'affaires ce soir; la rente était toujours demandée. On a fait quelques faibles parties à 79 35. Aucune nouvelle politique ne circulait; on parlait seulement d'une faillite assez considérable de la maison Ducaire, de Lyon.

BULLETIN COMMERCIAL.
PARIS, 4 novembre.

SPRITS. — Eau-de-vie (hors barrière), 22 deg., 27 velt. Montpellier, 128 à 132 50; Saintonge, 140 à 145 50; la Rochelle, 135 à 140; Cognac nouveau, 170 à 175 50; Basile, 180 à 185; Vieux, 200 à 250.

ESPRIT 3/6. (27 velt.) — Saintonge, 140 à 145; la Rochelle, 135 à 140; Cognac nouveau, 170 à 175 50; Basile, 180 à 185; Vieux, 200 à 250.

HUILE. — Huile d'olive, 100 kil., escompte, 6 0/0. Olive commune, 150; Fine vieille, 160; Saincte-Vierge, 150; Nouvelle, 210 à 215.

SATON. — Marseille, bien pâle, 400 kil., escompte, 9 1/2 0/0; Blanc, 9 0/0, 150.

HAVRE, 3 novembre 1836.
VENTES.

CORON. — 48 balles George A. S., 1 37, acq.; 81 id. Louisiane, 1 37 1/2, acq.; 22 id. Fernambourg, 1 77 1/2, acq.

CAYE. — 50 sacs Haiti, bon ord., du Port-au-Prince, en divers lots, 61 1/2, entre.

FANON. — 3 m du Sud, prix inconnu.

GRIS. — 45,000 Baume-Ayres, 87 1/2, on dit pour l'exportation; 200 id., pesant 25 liv., 87 1/2, acq.

GOUDRE. — 5 balles élastique, grosses poires, belle marchandise, 2 50, acq.

POTASSE. — 20 fûts Russie, casan, 53 L., acq.

SAISON. — 5 caisses Bengale, 9 10, acq.

RIZ. — 32 tonnes Caroline, 20 f., acq.

BOIS. — 20 m. Lina, 20 f., acq.

Les Cafés s'écartent difficilement ainsi que les Rix. — Les Farines sont plus faibles. — Indigo peu voisin. — Il se manifeste quelque demande pour les Culs pour le Nord.

Du 4.

CORON. — 54 balles Louisiane, 1 20 à 1 41, acq.; 121 id. Bengale, 80, acq.

SCENS. — 00 bus brut, 60 50, base de 64 f. la bonne aune; 236 halles Bourbon, 62 50, acq.

POTASSE. — 30 barils New-York, par le Sully, 57, 30, 57 f. acq.

BOIS. — 18 m Compèche G. R., revente, 14 f., acq.

BOIS. — 50 fûts de Cayenne, 2 50, acq.; 6 id., 2 50, acq.

SAINTE-VERGEE. — 3 balles Honduras, le 12 kil., 1 f.

BOIS. — 306 sacs du pays, vendus hier à la halle, à 47 f., prix moyen, par sac de 220 kil.

BOIS. — 200 mûts d'avoine, à 13 f. la mûte, prix moyen.

SUN RABE.

Le paquebot américain le Sully, ven. de New-York.

Adjudications.

FOURRAGES. — 25 novembre. — A Paris, à l'intendance militaire, pour le département de la Seine; aux chefs-lieux des départements de l'Aisne, d'Eure-et-Loir, de l'Oise, de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise, d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, de la Sarthe, de la Vienne, du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Loire-Inférieure, des Deux-Sèvres, de la Vendée et de Maine-et-Loire. — Les soumissions doivent être déposées avant le 15. La durée de la fourniture est du 1^{er} janvier au 31 décembre 1837.

HUILE. — 16 novembre. — A l'administration des postes, pour la fourniture de l'huile à brûler pour l'année 1837.

OBJETS DIVERS. — 12 novembre. — A Arras, à l'hôpital St-Jean, pour le service des hospices de la ville: toile blanche 2,000 mètres, toile grise 2,500 mètres, toile Bapaume 500 mètres, toile carton 500 mètres, vitrelette 200 mètres, calicot 300 mètres, toile bleue 200 mètres, pinchinas bleu 50 mètres, pinchinas gris 150 mètres, bège brune 800 mètres, cotonnette 600 mètres, mouchoirs pour layettes et vêtements 1,390, mouchoirs en fil 600, mouchoirs en fil et coton 600, draps noirs 40 mètres, couvertures de laine blanche 50, couvertures de laine verte 60, bas de laine 1,500 paires.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

PARIS ANCIEN ET MODERNE

ou Histoire de France, divisée en douze périodes, adoptée aux douze arrondissements, et justifiée par les monuments de cette ville célèbre; contenant, outre l'Histoire des Gaulois et des Francs avant et depuis la domination romaine, l'Histoire de tous nos rois depuis Clovis jusqu'à Louis-Philippe, et la Description raisonnée de tous les Monuments existants ou détruits, celtes, romains ou français, représentés par 350 gravures, exécutées par les meilleurs artistes de la capitale; par M. DE MARLÈS, continuateur ap-

prouvé de l'HISTOIRE D'ANGLETERRE du docteur LINGARD. Cet ouvrage sera publié en 250 livraisons; chaque livraison se compose d'une demi-feuille de texte in-4 et d'une belle gravure. Il en paraît deux par semaine.

Continuation de l'HISTOIRE D'ANGLETERRE du docteur John LINGARD, depuis 1688 jusqu'à nos jours; 6 vol. in-8. — Prix du vol.: 6 fr. — 2 vol. sont en vente à la librairie de Parent-Desbarres, rue de Seine-Saint-Germain, 48.

La Société des URBAINES, Voitures bourgeoises sous remise, à deux chevaux, que nous avons annoncée dans notre numéro du 2 novembre, vient de se constituer définitivement. Cette constitution ne pouvait s'effectuer qu'après un placement de deux cent mille francs d'actions, et ce placement s'est opéré en moins de six semaines; une telle rapidité d'émission est d'un heureux présage pour les premiers actionnaires et un encouragement pour ceux qui ne tarderont pas à se présenter; encore quelques jours et les actions vont être en hausse; ainsi cette entreprise, dont l'annonce seule du projet avait réjoui les nombreux amateurs de tout ce qui est bon, commode, élégant et à bon marché; cette entreprise est aujourd'hui un fait accompli. Les voitures se construisent, les livrées se confectionnent, et le public fashionable aura bientôt à sa portée calèches et landeaux, coupés et berlines, à 2 francs l'heure. Certes de nos jours, où toutes les industries se lancent à qui mieux mieux vers le confortable, l'industrie de l'équipage ne pouvait rester en arrière; grâce aux URBAINES, une lacune de plus vient d'être comblée; c'est-là non seulement une idée de bon goût, mais encore une spéculation excellente; dont la réalisation assure, mieux que nous ne le saurions faire par nos paroles approbatives, l'immanquable succès et les heureux résultats.

3 MÉDAILLES D'ARGENT aux 5 dernières expositions nationales. 2 MÉDAILLES d'or et 2,500 fr. par la Société d'Encouragement.

CALÉFACTEUR-LEMARE,

Pour cuisine, bain, couvoir artificiel, cafetière, alambic de ménage, poêles, cheminées, sans crémaillère ou rideau, brûlant houille, coke, etc., sans fumée ni odeur, utilisant les 9/10 du calorique. — D'importants perfectionnements ont été brevetés en 1854 et 1855. — Voir six pages de détail, Journal des Connaissances Usuelles-Pratiques, octobre 1855.

Fours Aérothermes,

Chauffés par l'air chaud seul, sans introduction dans le four de combustible, flamme ou fumée; applicable à la dessiccation des viandes, fruits, légumes, etc. — On voit ces appareils en action tous les jours, de midi à deux heures, au magasin des CALÉFACTEURS-LEMARE, Paris, quai Conti ou de la Monnaie, n. 5, au premier.

INSTITUT MÉDICO-ÉLECTRIQUE

L'établissement de M. LE MOIT, rue Saint-Honoré, 355, approuvé par l'académie royale de médecine, pour le traitement des paralysies, affections rhumatismales ou nerveuses, et de toutes les autres causées par défaut de ton ou de circulation, est ouvert aux malades de 8 heures à 5 heures. Les malades ont la facilité de se faire assister de leur médecin.

BARON ET COMP.
BUREAU CENTRAL.
Rue de la Jussienne, 41.

BUREAUX D'ARRONDISSEMENT:
1^{er} Bureau, r. du Fbg. Montmartre, 40
2^e — rue Saint-Honoré, 274.
3^e — rue Gît-le-Cœur, 4.
4^e — rue Vicille-du-Temple, 49

CELEBRITÉ EXACTITUDE.

HEURES DES DÉPARTS.
Du 1^{er} mai au 1^{er} octobre.
à 6 h. du mat., à 11 h. et 4 h. du soir.
du 1^{er} octobre au 1^{er} mai.
à 7 h. du mat., à 11 h. et 3 h. 1/2 du soir.
Nota. Toute dépêche doit être remise une heure avant pour profiter du départ des heures fixes.

Distributions Quotidiennes

DE TOUTES LES IMPRIMERIES DANS PARIS, INSERTIONS GÉNÉRALES DANS LES JOURNAUX ET MISES D'ADRESSES

Sont admis à la distribution: les Journaux, Ouvrages périodiques, Feuilles imprimées entièrement, gravées, lithographiées ou autographiées (sauf les signatures au date), Invitations pour cérémonies et services religieux, Prospectus, Avis divers, CARTES DE VISITE, Lettres de part, Convocations, Invitations pour soirées et bals, etc.; en général de toute espèce d'imprimés, d'après un tarif, aux taux les plus bas, uniformément suivis dans tous les bureaux de l'administration. Les lettres manuscrites en sont exclues; toute distribution est faite en deux heures et demie.

L'Administration rembourse les exemplaires égarés dans le service, et rend un compte des changements d'adresses et des rebuts annotés.

CHANTIER D'AUSTERLITZ,

Quai d'Austerlitz, n. 7, près le Jardin des Plantes.

Bois au poids et à la mesure, entier ou scié, de toute longueur et à couvert; premier chandelier ou fut établi, en 1830, le nouveau système du bois au poids; médaille à l'exposition de 1855. Prix fixes marqués sur le bois et sur les prospectus. Il suffit d'écrire, sans affranchir, à M. DESOUCHES-FAYARD, quai d'Austerlitz, n. 7.

NOUVEAU COSMÉTIQUE BREVETÉ.

Le seul de ce genre qui détruit entièrement la barbe, le duvet et les cheveux en trois minutes, supérieur aux poudres qui ont paru jusqu'à ce jour; il ne laisse aucune racine sans altérer la peau. On s'en assure en se faisant épiler avant d'acheter. Prix, 10 fr. et 6 f. l'épilateur en poudre, chez M^{me} DUSSEN, rue du Coq-Saint-Honoré, n. 15, au premier.

On trouve aussi les nouvelles teintures reconnues par la chimie, les seules qui puissent teindre à la minute et sans préparation les cheveux, sourcils, favoris et moustaches en toutes nuances, et sans inconvénient. On peut se faire teindre les cheveux ou en importer teints devant soi; une POMMADE qui fait croître les cheveux et en arrête la chute; CRÈME et EAU qui effacent les taches de rousseur et enlèvent toutes celles du teint; EAU ROSE qui rafraîchit et colore le visage. (On peut essayer avant d'acheter.) Prix, 6 fr. l'article. Envoi en province. (Affranchir.)

ÉCOLE DU COMMERCE ET DES ARTS INDUSTRIELS,
A CHARONNE (banlieue de Paris).

L'Ecole du Commerce et des Arts Industriels de Charonne, a été fondée en 1831. Son but est de joindre à l'instruction générale que l'on reçoit dans les collèges et les institutions particulières, une instruction spéciale propre à disposer les jeunes gens à suivre avec avantage la carrière industrielle. Le prospectus est adressé aux personnes qui en font la demande au directeur par lettre affranchie.

Bois au poids scié et à couvert, rendu à domicile.
Dépôt de charbon de Bois, première qualité.

CLÉRY frères, propriétaires de 2 Chantiers, situés
Rue de la Madeleine, 52, Boulevard des Invalides, 2,
et rue de l'Arcade, 3, faubourg Saint-Honoré, faubourg Saint-Germain.

AUX PYRAMIDES, RUE ST-HONORÉ, 293,
Eaux naturelles de
1 fr. la bouteille } **VICHY.**
la bouteille } **VICHY.**

AU COIN DE LA RUE DES PYRAMIDES,
Pastilles digestives de
2 fr. la boîte.
1 fr. la 1/2 boîte.

Dépôts dans toutes les villes de France et de l'étranger.

SIROP DE THRIDACE

Calmant et rafraîchissant, préféré à l'opium dans tous les cas de spasmes, agitations, chaleurs intérieures, douleurs nerveuses, asthme et insomnie. 3 fr. la bouteille, avec le Mémoire médical, à la pharmacie COLBERT, galerie Colbert.

MOUTARDE BLANCHE DÉPURATIVE.

M. Pierre-Michel Beausé, dit Montreuil, près de Paris, avait une rétention d'urine depuis 14 ans, et une paralysie de la vessie; il ne pouvait uriner qu'avec le secours de la sonde élastique, et en souffrant beaucoup; le premier jour qu'il a pris de la Graine de Moutarde blanche, il a uriné facilement sans sonde et sans souffrances. Ce fait paraît incroyable, mais M. Beausé l'atteste à tout le monde. Il connaît plusieurs personnes de Montreuil qui en ont fait usage d'après ses conseils pour la même maladie et qui s'en trouvent fort bien.

M. Peyrot, rue Guénégaud, 5, avait des maux de reins, d'estomac et de tête, et il éprouvait souvent des lassitudes et toussait presque continuellement; il était constipé et avait des étouffements; deux mois d'usage de la Graine de Moutarde blanche ont tout fait disparaître, excepté de légers maux de tête qui se font encore sentir, mais à de longs intervalles; il espère s'en débarrasser tout à fait. — Madame son épouse avait aussi des maux de tête et de reins dont elle s'est guérie en 2 mois par l'usage de cette graine. Quoique l'on ait déjà annoncé plusieurs fois que tous les malades sans exception, éprouvent de bons effets de la Graine de Moutarde blanche; on ne cessera de le répéter, et d'ajouter qu'elle n'a jamais incommodé personne.

M. Durandau, rue Saint-Eloi, 15, a eu un coup de sang qui l'a privé de la vue. Au bout de 15 jours d'usage de la Graine de Moutarde blanche, il a recouvré la vue, et au bout d'un mois il était parfaitement rétabli. — Des exemples nombreux prouvent qu'une seule dose de cette Graine, prise pendant quelque temps le matin à jeun, suffit pour prévenir les coups de sang.

PRIX DE LA GRAINE: 1 FR. LA LIVRE; OUVRAGE, 1 FR. 50, CHEZ DIDIER, PALAIS-ROYAL, 32.

Par Brevet d'invention.

EAU DENTIFRICE

DE PRODHOMME,
Pharmacien, breveté du roi.

Cette Eau Dentifrice blanchit et conserve les dents, elle arrête les progrès de la carie et raffermi les gencives. Sa qualité anti-scorbutique la rend précieuse aux personnes dont l'haleine aurait perdu de sa fraîcheur, soit à cause de l'insanité des dents, soit à cause d'une mauvaise digestion. On ne saurait trop la recommander aux fumeurs, auxquels elle enlève l'odeur du tabac, qu'elle remplace par un parfum agréable. — Prix: 3 fr. et 1 fr. 50 c. le flacon; au dépôt des médicaments anglais, rue Laflitte, n° 30. (Affr.) — On expédie en province et à l'étranger.

GUÉRISON RADICALE des HERNIES,

On traite curatif des Hernies ou Descentes, rendant les Bandages et les Pessaires inutiles.

L'efficacité de ce Remède est reconnue, et la guérison est assurée. Pour plus amples renseignements, voir l'instruction qui sera envoyée, franc de port, par la Poste, aux personnes qui en feront la demande par lettres affranchies.

S'adresser à l'Auteur, PIERRE SIMON, Bandagiste-Herniaire, aux Herbières (Vendée).

Imprimerie de Béthune et Plon, rue Vaugirard, 56.